

POLICY COUNCILS TOWNHALLS

EXERCICES DE RÉFLEXION SUR L'AVENIR

DOCUMENT DE VISION

Confiance

EXERCICES DE RÉFLEXION SUR L'AVENIR

L'exercice de réflexion sur l'avenir se focalisant sur la confiance a clairement établi qu'il est nécessaire de regagner la confiance (et l'établir là où elle n'existe pas) pour parvenir au nouveau contrat social et au renouvellement de la gouvernance escompté. Le Pacte pour l'avenir tout comme le Programme commun du secrétaire général des Nations unies appellent à agir pour forger la confiance. Nous devons réfléchir à des actions et des alliances audacieuses, pour bâtir la confiance dans un contexte de polarisation toujours croissante, de montée de l'extrémisme et de multiplication des bulles de communication.

Les membres et les partenaires ont fait remarquer pendant l'exercice que la confiance envers les gouvernements, les médias et le monde universitaire est en chute libre. Certaines personnes ont évoqué les menaces graves, voire les attaques, dont ont souffert des élu·e·s locaux et locales, journalistes et universitaires, les discours de haine et même des violences verbales et physiques à leur encontre.

Pour faire face à ce défi et générer la confiance là où elle n'existe pas ou la renforcer lorsqu'elle est fragile, plusieurs principes et actions ont été proposés. Proximité, transparence et co-création ont été les moyens avancés pour forger la confiance dans l'arène politique et le journalisme de qualité et la coopération scientifique ont également été présentés comme des instruments utiles.

Les exemples de mises en pratique de la démocratie participative et délibérative à l'échelle locale sont de bonnes façons d'envisager comment rétablir la confiance et renouveler la gouvernance, mais il ne nous faut pas perdre de vue la perspective globale de défis tels que la modération des contenus sur les grandes plateformes numériques ou les grands groupes de médias.

Ce document de vision rassemble les aspirations et les contributions partagées par les participant·e·s à l'exercice de réflexion sur l'avenir ; il contient une analyse sur la manière de façonner les actions locales pour concrétiser de telles aspirations afin qu'elles contribuent effectivement à l'égalité urbaine et territoriale ; ainsi qu'une série d'orientations politiques en la matière et différentes ressources utiles.

1. Compréhensions et aspirations partagées concernant la confiance comme point d'entrée pour décliner le Pacte pour l'avenir

- Les GLR et leurs alliés reconnaissent que, dans nombre de territoires, le problème n'est pas tant de rétablir la confiance, mais plutôt de l'établir tout court. Les territoires où l'on constate qu'il existe de la confiance ont été signalés comme de précieuses sources d'inspiration. De même, les participant·e·s ont fait remarquer que le Pacte pour l'avenir que les GLR font progresser aux côtés de la société civile est à comprendre comme un gage d'espoir, car il est une manifestation des autres types de relations possibles entre les populations et leurs institutions publiques.
- Toutefois, toutes et tous ont convenu de la gravité et de la complexité des facteurs actuels engrangeant la méfiance. La propagation actuelle des *fake news*, des discours de haine et des violences verbales et physiques, accompagnée par la corruption, est une menace

pour la réflexion collective sur la façon de concrétiser les aspirations mentionnées auparavant. Ceci a permis d'identifier plusieurs thématiques clés qui devront être abordées pour concrétiser les aspirations partagées.

Une discussion sur les principaux facteurs derrière la perception actuelle et croissante de méfiance généralisée chez les citoyen-ne-s a servi de cadre à la conversation. Les participant-e-s ont partagé leur perception de la difficulté de faire confiance aux médias, aux gouvernements ou aux entreprises, mais également de faire confiance au sein d'une communauté plus élargie.

La réflexion collective a ensuite abordé les implications de l'établissement de la confiance comme fondement du **renouvellement du contrat social** et la construction de processus de **démocratie locale** plus justes et inclusifs. Ils et elles ont indiqué combien la confiance entre les populations et leurs dirigeant-e-s politiques était un indicateur clé de la potentielle réussite ou du potentiel échec des politiques et des programmes. En outre, la confiance a été signalée comme étant fondamentale à une **gestion adéquate des crises et des urgences complexes**. Comme cela a été dit au cours des discussions : tant que la confiance existe, la coopération existera, ce qui est essentiel pour les interventions publiques rapides et radicales souvent nécessaires pour répondre aux crises et aux urgences. Sans confiance, la propagation rapide des *fake news* et des théories du complot via les réseaux sociaux génère de la confusion et de l'incertitude, ce qui entraîne ensuite des peurs et ouvre la voie à la manipulation et à la haine. Cela peut alors mener à la violence, comme celle vécue très récemment en Afrique du Sud ou à Paris. Quelles actions les gouvernements locaux, en alliance avec la société civile, peuvent-ils entreprendre pour promouvoir la confiance par l'éducation, la culture, des institutions plus ouvertes et transparentes et une vie communautaire fondée sur les droits humains ? Comment faire participer activement les acteurs qui ne comprennent peut-être pas le système politique ou les thématiques qui sont sur la table ?

Afin de progresser sur ces thématiques, les participant-e-s ont partagé différentes expériences et ont convenu de certains des principes sous-jacents. La position privilégiée des GLR pour établir la confiance a été soulignée car ils se trouvent au plus près des populations qui sont affectées directement par les décisions locales. Il faut tirer parti de cette proximité pour déclencher un cycle d'apprentissage politique vertueux, qui intègre les points de vue des populations sur les décisions prises. L'importance de nouer des relations pour établir la confiance a également été avancée, car cela permet de forger une compréhension commune des problèmes qui se posent, du contexte et de l'expérience humaine des problèmes. La notion de connexion, ou reconnexion, a été également soulignée comme une piste clé pour avancer, dans un dialogue mutuel, pour co-créer les solutions aux problèmes partagés et protéger les biens communs.

Les participant-e-s ont convenu que c'est en renforçant la communication entre les gouvernements locaux et les citoyen-ne-s que la confiance citoyenne sera plus solidement forgée. Ces efforts doivent faire partie de la **définition d'une nouvelle structure de gouvernance**, qui suppose également de **redéfinir le rôle des communautés**, car le fait d'avoir des citoyen-ne-s actifs et actives au centre de la gouvernance démocratique est un mécanisme essentiel de préservation de la confiance dans le temps. Les participant-e-s ont également souligné que l'adoption de politiques claires et cohérentes, en veillant à l'adéquate application de l'État de droit et la certitude de sanctions étaient nécessaires pour servir de fondement aux efforts d'établissement de la confiance.

Les participant·e·s ont également identifié les politiques et les actions d'**élaboration de politiques axées sur les personnes** comme étant une autre voie clé pour faire progresser l'établissement de la confiance. Cela inclut de favoriser les approches féministes et de soins en matière de gouvernance, car elles contribuent à garantir la liberté d'expression, l'expression artistique et l'égalité des chances. Mais aussi des actions et des politiques qui luttent pour l'inclusion sociale, qui permettent de co-construire des solutions innovantes, qui tiennent compte de toutes les dynamiques pilotées par les jeunes, les femmes, les communautés et les migrant·e·s et qui améliorent donc la confiance entre élu·e·s et populations qui ont pu être privées de leurs droits par les processus politiques. Deux expériences réussies dans l'établissement de la confiance au sein des communautés via la participation citoyenne ont été partagées. La première expérience citée était le théâtre législatif à Glasgow (Écosse), un outil utile par l'intermédiaire duquel les jeunes ont fait entendre leurs voix et forgé un nouveau lien avec le conseil, qui s'enracine dans la confiance et l'implication. La seconde est celle des assemblées de quartier actuellement à l'œuvre à Santa Fe (Argentine), et qui représentent les actions clés pour la construction de la coopération entre les fonctionnaires du conseil et les populations pour concrétiser le Pacte pour l'avenir. Au vu de tous ces efforts, il a été convenu qu'il était également nécessaire d'améliorer la responsabilisation et faire preuve de plus de transparence dans les budgets et leur exécution.

Dans le renforcement de l'éducation à la démocratie, les représentant·e·s politiques, les agents publics et les citoyen·ne·s ont également été souligné·e·s comme composantes essentielles aux efforts d'établissement de la confiance, car cela suppose l'acceptation des différences et des divergences, ce qui est primordial à la création de la communauté et à la réduction des inégalités. Le gouvernement ouvert a également été signalé comme un instrument pour améliorer les communications et la compréhension entre les gouvernements et les citoyen·ne·s et par conséquent la mise en œuvre des politiques et des processus. Plus important encore, les participant·e·s se sont penché·e·s sur les expériences avec l'utilisation des nouvelles technologies, pour interagir avec les groupes de populations qui n'interagissent habituellement pas avec les formes de processus d'élaboration des politiques en personne. Dans cette optique, s'assurer de l'inclusivité des mesures prises a également été une préoccupation partagée. L'expérience d'Iztapalapa (Mexique) par exemple, a illustré combien les modes présentsiels et numériques d'interaction avec les différents groupes composant la population locale étaient nécessaires afin de s'assurer que personne n'est exclu des efforts actifs de rétablissement de la confiance.

3. Principes partagés reliant la vision à l'engagement du mouvement municipaliste envers l'équité urbaine et territoriale

La section précédente regroupait les contributions des participant·e·s à la conversation collective, qui ont permis d'identifier plusieurs dimensions primordiales à l'établissement de la confiance comme point d'entrée vers un avenir durable. L'analyse suivante contribue à la conversation sur la manière selon laquelle les actions locales abordant certaines de ces thématiques essentielles pourraient être façonnées, afin qu'elles fassent progresser efficacement l'égalité urbaine et territoriale, en évitant de reproduire involontairement les inégalités¹.

¹ Cette analyse s'appuie sur les résultats du [rapport GOLD VI](#) de 2022, la publication phare du collectif organisé des GLR, rédigée en partenariat avec Knowledge in Action for Urban Equality. Si elles entendent faire progresser l'égalité urbaine et territoriale, il est essentiel que les actions locales de toutes sortes se fondent sur une série de principes en lien avec les notions de droits, espace, gouvernance, finances et temps. Les principes sont à retrouver dans leur intégralité [ici](#).

**Thématiques clés abordées
lors du FEE**

Comment s'assurer que les actions locales proposées pour aborder cette thématique mènent effectivement à une plus grande égalité urbaine et territoriale ?

Démocratie locale

- L'adoption d'une approche de la démocratie locale axée sur les droits peut garantir le respect des droits de tous les membres de la communauté et promouvoir la transparence et l'inclusivité au sein des processus décisionnels, en forgeant la confiance des membres de la communauté qui ne sont pas souvent impliqués dans ces processus décisionnels.
- Aborder la dimension spatiale des inégalités peut aider à identifier et remédier aux disparités dans la représentation politique et l'engagement civique dans les différentes zones du territoire local.
- Promouvoir une nouvelle culture de la gouvernance infranationale peut instaurer une culture du dialogue ouvert, de la collaboration et de la participation citoyenne aux processus décisionnels locaux.
- Adopter une architecture adéquate de financements et investissements peut aider à affecter des ressources pour soutenir les programmes d'éducation civique et s'assurer de la transparence dans l'utilisation des fonds publics.
- Interagir avec le temps : le passé, le présent et l'avenir peuvent promouvoir la réflexion sur les défis historiques, impliquer les jeunes dans les activités citoyennes et établir des mécanismes pour l'évaluation continue et l'adaptation des processus démocratiques.

4. Orientations politiques : points clés à retenir

À partir des aspirations communes et des contributions partagées, ainsi que de la réflexion sur la façon de s'assurer que les actions locales qui concrétisent ces aspirations font effectivement progresser l'égalité urbaine, les orientations politiques suivantes proposent la vision partagée pour rétablir la confiance.

I. Une élaboration des politiques et une démocratie participative axées sur les personnes

Un facteur clé de rétablissement de la confiance est l'implication des citoyen-ne-s aux processus décisionnels de leurs villes. Les villes sont les institutions qui sont les plus directement connectées aux populations. Susciter la participation des citoyen-ne-s à travers des programmes tels que ceux présentés lors de cette session (assemblées de citoyen-ne-s ou théâtre législatif) a montré améliorer à la fois la relation entre citoyen-ne-s et fonctionnaires mais aussi créer des liens de confiance et de coopération nécessaires pour progresser vers les objectifs fixés par le Pacte pour l'avenir et réduire les inégalités qui exacerbent les dynamiques de la méfiance.

Comme cela avait été diagnostiqué suite à la 21^e Conférence de l'Observatoire international sur la démocratie participative à Grenoble, face aux tendances autoritaires et totalitaires qui nuisent à la résolution des problèmes qui touchent toutes et tous les citoyen-ne-s, nous devons répondre avec une démocratie encore plus ouverte, encore plus locale, encore plus participative et encore plus directe. Il est nécessaire de façonner la démocratisation comme une voie vers l'équité, en favorisant un environnement propice à la démocratie locale et la décentralisation ; en promouvant la transparence, la responsabilisation, la gouvernance ouverte et la lutte contre la corruption ; en adoptant une approche intersectionnelle aux politiques et programmes participatifs et en promouvant les processus participatifs pour impliquer

toutes et tous les résident-e-s dans la prise de décisions et le contrôle de la gouvernance locale.

II. Des outils stratégiques pour envisager les villes comme l'environnement parfait pour établir la confiance

En tant que réseau où les gouvernements locaux peuvent partager et se procurer des instruments précieux pour appliquer des politiques favorisant l'inclusion et la participation de toutes et tous leurs citoyen-ne-s dans un processus pour regagner la confiance, CGLU doit continuer de renforcer le message, en apportant des outils innovants et en tenant compte de toutes les perspectives pour faire progresser la concrétisation du Programme commun et des objectifs du Pacte pour l'avenir.

III. Une façon féministe de gouverner, en tenant compte de l'inclusion sociale et dans un dialogue réel avec les communautés : la composante affective de la confiance

La gouvernance féministe reflète l'insertion des idées féministes dans les structures de pouvoir internationales : à mesure que les idées féministes s'intègrent dans la gouvernance mondiale, le féminisme imprègne les relations de pouvoir et participe à la formulation des technologies juridiques. Les projets féministes passent donc d'occuper une position de marginalisation et de résistance à intervenir dans la création de régimes normatifs internationaux. Les gouvernements locaux

doivent œuvrer à poursuivre cette démarche.

Les femmes vivent dans des villes profondément inégalitaires, d'autant plus en temps de crise. Les violences, les soins et la sécurité des revenus sont les problèmes les plus importants de leurs vies. Face à ces situations, les femmes s'organisent et mettent au point des stratégies pour subsister et faire subsister leurs familles et communautés. L'urbanisme féministe place l'inclusion des genres et les soins au cœur de la vie de tous les jours, en comprenant que le droit des femmes à la ville requiert la reconnaissance du soin comme un travail et comme droit de chaque personne.

Les propositions et les exigences des femmes doivent être systématisées et leurs connaissances, leur potentiel et leurs droits qui ne sont pas encore effectifs doivent également être pris en compte afin de progresser dans la construction de villes plus justes et équitables pour tout le monde. Cette approche doit être intersectionnelle et inclure toutes les communautés, en tenant compte des besoins de celles et ceux qui, en raison de discriminations et de l'accumulation de fragilités, sont traditionnellement exclu-e-s de la démocratie participative, en particulier les personnes en situation de handicap, les personnes déplacées et les plus défavorisées, avec la participation des femmes, des minorités de genre et des communautés autochtones.

Ce n'est qu'en préservant l'inclusion intersectionnelle que nous serons en mesure de forger la confiance entre élu-e-s et citoyen-ne-s et, comme nous l'avons évoqué pendant cette session, cette inclusion est possible si l'on tient compte de la composante affective de la confiance. Le lien affectif généré par un quartier directement avec son ou sa dirigeante locale est essentiel à la confiance que les

citoyen-ne-s accordent à l'agenda et aux institutions politiques.

IV. Renforcement de l'éducation à la démocratie et à ses institutions : identification de la violence contre les élu-e-s et les activistes et prévention

Il est nécessaire de protéger les élu-e-s locaux et locales des menaces et des violences qui s'intensifient au rythme de la méfiance à l'égard de la démocratie et de la progression de l'antiparlementarisme. Les discours populistes totalitaires génèrent de grands problèmes de méfiance car ils exploitent des facteurs tels que la désinformation, le manque d'accès à des informations de qualité pour les couches de la population ayant moins d'opportunités, ou la peur provoquée par les inégalités et l'instabilité socioéconomique. Nous devons renforcer l'éducation des citoyen-ne-s à la démocratie. Nous avons la conviction que c'est la société dans son intégralité qui est nécessaire à faire fonctionner la démocratie. Dans l'aménagement urbain, la culture, la création des lois, l'écologie, la santé, l'équité des droits entre femmes et hommes, lorsque le pouvoir est mis dans les mains des citoyen-ne-s, ils et elles vont souvent plus loin et plus rapidement que les politicien-ne-s.

V. Le travail des dirigeants et dirigeantes locales, des universitaires et des journalistes pour regagner la confiance : repenser le journalisme et les médias, pour garantir une information indépendante de qualité

Comme nous l'avons fait remarquer, la nécessité de maintenir les gens informés, d'identifier la violence à l'encontre des élu-e-s et la prévenir, requièrent de renforcer la diffusion d'informations de qualité et

l'éducation à la démocratie. La seule façon de préserver une information de qualité et d'éviter les *fake-news* qui provoquent la confusion sociale et suscitent la méfiance est de renforcer l'indépendance d'un journalisme libre et de qualité, mais aussi de revoir la façon dont les informations sont diffusées via les réseaux sociaux et l'impact

des nouvelles technologies dans la perception de l'information, comme c'est le cas avec l'intelligence artificielle. La confiance est une tâche du quotidien. Elle doit être rationnelle et a une composante affective très importante, qui est palpable chez les gouvernements locaux.

5. Ressources

Titre
Bra. The Politician's Safety Survey 2021
Open Government Partnership - Local website
Article de SALAR : "Threats and violence against elected politicians", 2023
CGLU (2022).Pacte pour l'avenir de l'Humanité
Observatoire international de la démocratie participative de CGLU. Prix 2022 « Meilleure pratique en matière de participation citoyenne » : Théâtre législatif pour la stratégie de prévention du sans-abrisme du Grand Manchester
Town Halls de CGLU (2022). Document politique « Rétablir la confiance envers les gouvernements locaux »
CGLU, KNOW (2022). GOLD VI. <i>Les voies de l'égalité urbaine et territoriale : s'attaquer aux inégalités via des stratégies de transformation locales.</i>
ONU (2022).Rapport du secrétaire général « Notre programme commun ».